ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

CIRCONSCRIPTION DE DAX

Union pour la Défense de la République



MAX MORAS

Avocat - Docteur en Droit

Chevalier de la Légion d'Honneur

Croix de Guerre 1939-1945

Maire de DAX

La France vient de vivre des événements dont chacun de nous a profondément ressenti l'extrême gravité.

Des revendications émanant tout d'abord d'étudiants, concevables en ce qu'elles concernaient une réforme universitaire, se sont traduites par des émeutes du fait d'une minorité de fanatiques proclamant eux-mêmes leur dessein révolutionnaire et appuyés par des hommes de main.

Dans cette atmosphère se sont exprimées des revendications sociales dont la légitimité n'est pas en cause, surtout en ce qui concerne le relèvement du S. M. I. G. et des bas salaires.

Mais les grèves dans leur étendue et dans leur prolongement ont été notoirement abusives après les accords de GRENELLE réalisés par les Centrales Syndicales. Souvent elles ont été imposées aux travailleurs eux-mêmes dans un but exclusivement politique par le refus du vote et le mépris de la liberté.

Les excès de tous ordres ont été provoqués, encouragés et entretenus contre le vœu même des Organisations Syndicales déconcertées par des politiciens qui ont vu le moyen de s'emparer du pouvoir dans la rue grâce à la subversion et à l'émeute.

Nul n'a oublié le Président de la F. G. D. S. M. MITTERRAND, savourant prématurément son triomphe devant les français frappés de stupeur, tandis que notre Pays paralysé dans son économie, ébranlé dans sa vie même, chancelait à la limite de l'anarchie.

Grâce à la solidité de nos institutions, la paix civile est revenue à l'appel du Président de la République et les Français soulagés ont manifesté de façon éclatante qu'ils voulaient l'ordre et la légalité.

***

A cette condition

— sera accomplie la rénovation de l'Université que demande la jeunesse inquiète de son avenir ;

— pouront être consolidées les majorations acquises des traitements et salaires pour qu'elles ne s'évanouissent pas dans une inflation sans contrôle, la dévaluation et la hausse des prix, mais que soit préservé l'accroissement du pouvoir d'achat qu'elles représentent.

Il s'agit de donner un vigoureux élan à la production afin d'augmenter le revenu de la Nation dont l'accroissement est la condition du progrès social.

Le progrès se traduit par une amélioration soutenue de la vie de chacun depuis les plus jeunes jusqu'à ceux qui n'ont pas d'armes pour revendiquer : petits retraités, personnes âgées.

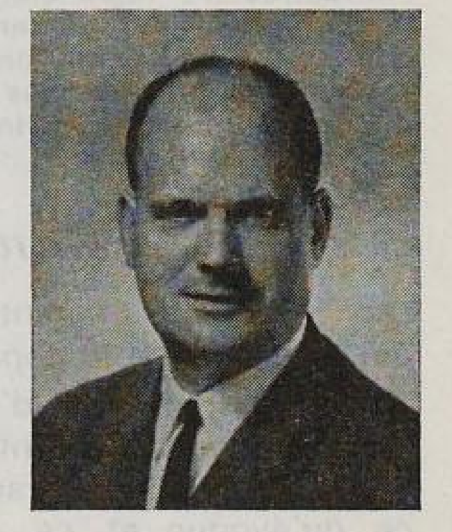
Sa poursuite et son accélération supposent une économie saine et tout d'abord la stabilité politique impliquant une majorité parlementaire solide et efficace.

Tel est l'enjeu de ces élections législatives.

***

Trois candidats sont en présence.

Ni le Parti Communiste, ni la F. G. D. S. ne peuvent obtenir isolément la majorité absolue. Ils ont donc conclu un pacte électoral dans l'espoir que leur conjonction leur assurera la victoire.



Suppléant éventuel

Alphonse PLAULT

Docteur en Médecine

Si l'éventualité se réalise, que fera alors M. MITTERRAND et comment pourra-t'il gouverner quand les deux formations coalisées sont en désaccord fondamental sur des options politiques essentielles comme sur les méthodes et les buts ?

Voter F. G. D. S. c'est donc voter pour le désordre et l'aventure dont le Communisme sortirait vainqueur.

C'est pourquoi des hommes tels M. DUHAMEL parlant au nom des formations qu'ils président, ont proclamé qu'en aucun cas la F. G. D. S. ne pourra compter sur leur alliance ou leur soutien.

Ils l'ont eux-mêmes proclamé : **Voter F. G. D. S. c'est voter Communiste.**

* * *

L'UNION POUR LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE rassemble des hommes venus d'horizons divers, des socialistes jusqu'aux indépendants, tous décidés à poursuivre et à améliorer dans l'ordre public maintenu l'œuvre considérable accomplie depuis moins de dix ans sous la Vme République.

Tous ceux que n'égarent pas le parti pris et le sectarisme reconnaissent que dans une économie saine, aujourd'hui notre sauvegarde, dans la sécurité et dans la paix, le bien-être dans l'ensemble s'est accru et pour celà l'étranger nous enviait.

Si d'ailleurs des formations voisines de la majorité d'hier ou des hommes politiques sont demeurés sur la réserve vis à vis d'elle, ce n'est point parce qu'elles contestaient sa politique dans ses lignes essentielles mais seulement en raison des méthodes et du style qu'elles critiquaient, dénonçant une technocratie distante et autoritaire ayant pris le pas sur le dialogue et la concertation.

Une orientation pleinement conforme à ma pensée a été prise nettement en vue de l'élargissement d'une majorité dont la cohésion permettra de poursuivre et d'améliorer l'action entreprise pour le bien de tous les Français.

* * *

C'est dans ces dispositions que je me présente à vos suffrages.

Si vous faites de moi votre élu, j'aurai pour objectifs l'expansion économique et l'adoption d'une politique de distribution des revenus réalisant pleinement notre idéal de justice sociale.

N'oubliant pas d'autre part qu'en Septembre 1962, j'ai rédigé et voté au sein de la Commission dont j'étais le Vice-Président, une proposition de loi relative aux événements d'Algérie et tendant dès ce moment à l'amnistie totale, je demeurerai constant avec moi-même dans cette ferme position, reconnaissant en outre aux Rapatriés un droit à indemnisation.

Enfin, je m'attacherai spécialement aux problèmes qui intéressent en particulier notre région :

- Aménagement industriel - Equipement touristique.

— Pour les **ARTISANS** et **PETITS COMMERÇANTS** qui supportent par comparaison avec les grosses entreprises des charges fiscales excessives, seul un régime tenant compte de la rémunération de leur travail personnel venant en déduction de leurs bénéfices mettra un terme à une situation finalement injuste.

- Sur le plan agricole : je m'attacherai en collaboration avec les Organisations Professionnelles à résoudre les problèmes qui les préoccupent et dont je ne peux présenter ici qu'une sèche énumération :

— Classement des Landes en zone de rénovation rurale à l'intérieur de la région AQUITAINE. Renforcement des pouvoirs de la S. A. F. E. R. pour faciliter l'acquisition par les agriculteurs des terres disponibles. Effort de revalorisation de certains produits agricoles dans le cadre du Marché Commun, et sur le marché intérieur action en vue de remédier aux effondrements périodiques de certains prix à la production. Récupération de la T. V. A. à 100 % y compris sur les carburants. Régionalisation du budget de l'agriculture et augmentation des crédits d'équipement pour la modernisation des exploitations, spécialement au profit de l'élevage et amélioration de l'infrastructure régionale. Autonomie des Caisses Départementales de Crédit agricole. Octroi de bourses facilitant la formation d'enseignement général aux fils d'agriculteurs — participation accrue de l'État pour la formation des adultes — augmentation de la rémunération des gemmeurs par une intervention du F. O. R. M. A., les produits résineux étant reconnus comme produits agricoles, la taxe sur le " White Spirit " devant être en outre et au moins pour une part importante rendue à sa destination primitive ; le soutien de la gemme.

* * *

Landaises, Landais,

Je me présente comme CANDIDAT D'UNION POUR LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE. Ce titre qui indique mon appartenance traduit mes vœux et inspirera mon action si je suis votre élu.

En présence d'une coalition électorale qui porte en elle les germes et les dangers d'un Communisme totalitaire dont le succès favoriserait le renouvellement alors tragique des journées que nous avons vécues, les fauteurs de désordre n'ayant pas désarmé, il importe de nous unir pour préserver ce qu'évoque et ce qu'est la République : l'Ordre, la Paix, la Liberté.

C'est pourquoi vous voterez MAX MORAS.

Suppléant : Alphonse PLAULT.

DAX, IMP. DUCASSE, DUHON & Cie